EIRENE

GRANDS LACS

Bulletin d'information

Octobre 2021

La parole libérée

Publié par :

EIRENE Grands Lacs

BP : 1298 Av. Kunkiko 35

Bujumbura / Burundi

Tél : (+257) 22258448

(+257) 22278077

Tél portable : (+257) 79248572

eirene-grandslacs@eirene.org

www.eirene.org

En partenariat avec :

La Maison de la Presse

Bujumbura, Burundi

radiosgrandslacs@gmail.com

Facebook : Maison de la Presse du Burundi

www.mdp.org.bi

CHIRO-Burundi

Gitega, Burundi

chiro.amahoro@yahoo.fr

Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH)

Baraka, RD Congo

ong_svh@yahoo.fr

www.svh-rdcongo.org

Photos :
EIRENE et ses partenaires

Financé par :
Service Civil pour la Paix/BMZ

Impression :
Groupe de Presse IWACU

Editorial

Le programme « Transformation Alternative des Conflits - Transparence et Initiatives Communautaires (TAC-TIC) prend fin, au bout de trois ans de mise en œuvre. Une période mouvementée, surtout depuis fin 2019, suite à la pandémie de Coronavirus. « La nécessité est la mère de l'invention », selon un proverbe allemand. Cela est également valable pour le programme d'EIRENE Grands Lacs en cette période de pandémie. Avec créativité et assiduité, nos partenaires ont réussi à défier la pandémie et obtenir de bons résultats. Cela a également été démontré par l'évaluation finale et externe du programme.

Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH) a consolidé le travail des Dynamiques Locales de Paix (DLP) en RD Congo et les a aidées à pouvoir désormais voler de leurs propres ailes, comme l'illustre le cas de la DLP Lusenda où des femmes et des hommes traitent et transforment les conflits locaux. C'est pareil pour les Clubs de Paix de CHIRO-Burundi. Le club de la Région Pastorale de Karusi se démarque particulièrement avec la gestion des conflits communautaires. Il est parvenu à en régler 46 durant ses deux ans de vie. Les autorités locales et les Bashingantahe lui font désormais confiance. Ce qui fait sa fierté !

CHIRO-Burundi a réussi également à mettre en place un Groupe Thématique « Genre » au Diocèse de Bururi. Cette structure compte entre autres documenter les cas de discriminations à l'égard des filles et des femmes et surtout les Violences sexuelles et Basées sur le Genre (VBG) pour une société juste et égalitaire. Des structures pareilles seront implantées dans les 07 autres Diocèses Catholiques du pays.

La Maison de la Presse du Burundi a surtout développé deux approches interactives (émission interactive et théâtre participatif) pour amener les protagonistes des conflits et les couches souvent défavorisées de la communauté à dialoguer sur des sujets conflictuels et prendre des engagements pour la cohésion sociale. Ces approches sont particulièrement utilisées dans les régions rurales. Des troupes de théâtre participatif ont été appuyées dans 04 Diocèses où CHIRO-Burundi est très actif et promeuvent le dialogue. Dans presque toutes les provinces du pays, des émissions interactives ont été réalisées et diffusées avec des radios communautaires.

Le projet Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR) a mis en œuvre avec succès des micro-projets, pour lier les actions de paix à celles de développement. Ainsi, une boutique alimentaire a renforcé la gestion associative chez l'association « Kazoza Keza » et son bénéfice a été investi notamment dans l'élevage de porcs chez ses membres. Un modèle économique innovant !

La coordination régionale a pu garder le navire sur l'eau et continué à soutenir les partenaires dans la mesure du possible pour mener à bien les activités. Mais, nous avons ajusté nos moyens de travail au contexte de la pandémie, en instaurant notamment l'échange virtuel.

Bien entendu, des défis ont été observés au niveau des activités des projets, avec notamment l'annulation de certaines d'entre elles (surtout transfrontalières). Les défis ont fait l'objet d'une analyse au cours de l'évaluation finale. Les conclusions seront prises en compte dans le nouveau programme.

Le programme « TAC-TIC » touche à sa fin. Un nouveau démarre à partir du 1er octobre 2021 : « Les Femmes et les Hommes ensemble organisés et engagés pour la Paix juste dans leurs Communautés (FEHOPACO) » est dans les starting-blocks. Nous sommes impatients de poursuivre la coopération avec nos partenaires et d'en accueillir de nouveaux.

Berend Becker

Coordinateur d'EIRENE Grands Lacs

SOMMAIRE

Des approches interactives pour bien aborder les conflits

Anaclet Hakizimana, Claus Schrowange

4

Programme TAC-TIC : de la résilience au COVID-19 !

Jean-Claude Ndarama , Claus Schrowange

6

La DLP Lusenda désormais capable de voler de ses propres ailes !

Jacques Asunge, Evariste Mfaume

8

Un club de paix à Karusi qui prend en charge des conflits communautaires

Clothilde Nyandwi, Kailou Soumana

9

« Kazoza Keza » : Une boutique alimentaire pour booster la gestion associative !

Live Irakoze, Abraham Shemezimana

11

Un Groupe Thématique Genre pour mieux lutter contre les VBG

Clothilde Nyandwi, Anaclet Hakizimana

13

Des approches interactives pour bien aborder les conflits

L'émission interactive et le théâtre participatif sont des approches clés du projet « Médias et Paix » de la Maison de la Presse exploitées pour aider à régler des conflits communautaires. Mises en œuvre avec CHIRO-Burundi et des radios communautaires, elles permettent aux spectateurs et auditeurs de contribuer au débat et proposer des alternatives aux conflits. Les couches de la populations souvent défavorisées comme les Batwa y trouvent aussi leur compte.

« *Mettre en exergue les conflits communautaires, amener les protagonistes à se regarder à travers le jeu, comme dans un miroir et échanger pour trouver des solutions »,* ainsi résume Déo Ntakarutimana l'intérêt du théâtre participatif, approche utilisée par son organisation CHIRO-Burundi dans le cadre du projet « Amahoro » sur la cohésion sociale. Formé en 2016 aux côtés de 15 autres acteurs de la troupe « Bungabunga Amahoro » (Consolidons la paix !), il est devenu co-formateur depuis plus d'une année.

Le théâtre participatif joue des faits réels et laisse acteurs et spectateurs proposer eux-mêmes des solutions immédiates aux conflits communautaires. *« Même au niveau interne, le théâtre nous a appris à respecter nos valeurs notamment les échéances électorales et les mandats des organes dirigeants. Sinon, cette approche a permis de régler des conflits fonciers et ceux entre résidents et rapatriés au Diocèse Catholique de Bururi. Dans l'Archidiocèse de Gitega, ce sont les conflits et violences basés sur le genre qui ont été abordés »,* se souvient-il.

« Entre autres résultats acquis, des ménages vivent en harmonie, les femmes se sentent valorisées, les enfants filles aussi. Ce qui n'était pas le cas, avant. », ajoute Déo Ntakarutimana. En plus, il estime que les présentations théâtrales surtout lors des caravanes (présentations en série dans plusieurs paroisses catholiques) préparent le terrain au travail des clubs de paix (structures locales de gestion des conflits communautaires implantés par CHIRO-Burundi à travers tous les 08 Diocèses du pays). *« Le théâtre est un outil important pour la cohésion sociale. Jouer les conflits permet de débrailler le terrain et ainsi préparer le travail des clubs de paix »,* explique-t-il, tout en recommandant de combiner, si possible cette approche avec celles exploitées par les médias (débats publics radio, émissions interactives,...).

Les petites gens valorisés

Le théâtre participatif permet de rendre visible la réalité. Les acteurs démarrent avec une pièce théâtrale sur des problèmes et conflits bien connus par le public. La pièce se dirige vers un triste dénouement. Après la présentation, on discute avec le public sur les causes, les conséquences et les solutions possibles. Il est déjà mis en œuvre dans les Diocèses de Gitega, Ngozi, Bururi et Bujumbura avant de s'étendre aux 04 autres Diocèses du pays.

Théâtre participatif à Ngozi

L'approche a surtout le mérite de s'ouvrir même aux personnes défavorisées, comme les Batwa. Ainsi, deux acteurs membres de cette communauté habitant à Zege (Gitega) font partie de la troupe Bungabunga Amahoro. Béate Bavumiragiye s'en frotte les mains. *« Finie la méfiance des Hutus et des Tutsis envers nous ! Nous jouons ensemble dans les paroisses sans incidents et nous nous sentons valorisés »,* se réjouit-elle. En plus, elle aide les autres Batwa de Zege à régler leurs petits conflits, surtout fonciers sans recourir à la violence, grâce aux acquis du théâtre participatif.

Quant à la radio de proximité Star FM, elle exploite l'approche émission interactive, notamment dans le cadre des conflits communautaires pris en charge par CHIRO-Burundi et avec l'accompagnement technique du projet « Médias et Paix » de la Maison de la Presse. Ainsi, les couches de la population souvent défavorisées ont des occasions de s'exprimer en direct sur des questions qui les tiennent à cœur et de proposer des solutions.

Par exemple, les conflits entre les Batwa de Zege et le reste de la communauté locale ont fait l'objet de plusieurs

émissions. « *Les Batwa auditeurs des émissions ont eu l'occasion d'exprimer clairement qu'ils sont exclus des associations locales et des coopératives, alors que ce sont des Burundais à part entière, comme les Hutus et les Tutsis. Ils ont même formulé des proposition concrètes, tout comme leurs voisins pour plus d'intégration* », explique Jean Marie Bikorimana, Rédacteur En Chef à Star FM, en même temps animateurs de certaines émissions.

Encore du chemin à faire

Jean Marie Bikorimana regrette qu'avec la précarité ambiante, le manque d'unités dans les téléphones occasionne des coupures des interventions, empêche l'envoi des sms pendant que certains auditeurs n'ont pas le privilège d'utiliser l'application WhatsApp.

De son côté, Ezechiel Nahimboneye, Directeur de la radio Star FM se dit particulièrement sensible aux préoccupations des populations vulnérables, surtout la communauté Batwa. « *Il nous faut multiplier les émissions interactives sur les préoccupations des Batwa de Zege jusqu'à ce qu'ils soient au même niveau de l'intégration et de développement que les autres couches de la population. A notre niveau, nous sommes prêts à tout faire, sans nous figer aux questions financières* », s'engage-t-il.

Avant de lancer les émissions interactives dans les radios communautaires partenaires (Star FM de Gitega, Umuco FM de Ngozi et Izere FM de Rumonge) sur des conflits communautaires, leurs journalistes ont bénéficié d'une formation à la Maison de la Presse, projet « Médias et Paix » sur le Journalisme Sensible aux Conflits et d'un coaching in-situ avant de développer une émission-type sur un thème choisi avec CHIRO-Burundi. Mais, les émissions déjà réalisées sont peu nombreuses pour répondre au potentiel de conflits communautaires et aux besoins des radios communautaires partenaires.

Lors d'une émission interactive sur radio Umuco FM

C'est pourquoi, Maître Sœur Claire Niragira suggère de multiplier ces émissions en en produisant au moins une par semaine notamment pour permettre à la communauté de s'imprégner des lois et textes usuels en matière de viol et VBG. Elle recommande également la combinaison de cette approche avec le théâtre participatif, les sketchs et autres microprogrammes.

Anaclet Hakizimana, Chargé de projet « Médias et Paix »

Claus Schrowange, Assistant Technique d'EIRENE-MDP

Après une présentation de théâtre participatif, on rejoue la situation et les membres du public sont appelés à intervenir, en montant sur scène pour remplacer les acteurs et exprimer leurs propres idées afin de trouver des solutions, alors que les autres acteurs restent dans leur personnage.

Le public prend conscience que, de la même façon que dans la vie, s'ils n'interviennent pas, rien ne changera. Et le changement doit être mené de façon stratégique.

Les personnes qui jouent les auteurs d'actes de violence directe, psychologique, culturelle ou structurelle sur scène resteront sur leurs positions de pouvoir jusqu'à ce qu'on les arrête de manière convaincante — et, exactement comme dans la vie, il n'est pas facile de changer l'attitude et le comportement de quelqu'un.

Du coup, acteurs et public ont la réflexion braquée sur ce qui se passe, des solutions sont générées pour résoudre les conflits. En continuer de rejouer les scènes et le public remplace des acteurs sur scène et essaie de calmer les personnes violentes ou faire la médiation entre les parties du conflit.

Leçon apprise à la fin : le changement n'est pas facile, mais possible.

Le programme du théâtre participatif devient alors une sorte de laboratoire pour expérimenter les possibles façons non-violentes de traiter un conflit. Spectateurs et acteurs imaginent et mettent en pratique de nouveaux types de comportements et de relations.

Ainsi, le théâtre participatif offre à CHIRO-Burundi un instrument pour passer des informations à leurs membres, ainsi que pour les faire réfléchir et s'exprimer sur les problèmes vécus dans leur communauté et les solutions à envisager.

L'émission radio interactive est un programme en direct qui implique une communication bidirectionnelle entre une station de radio et ses auditeurs. Elles permettent à l'auditeur de devenir à son tour « émetteur », plutôt que de consommer passivement l'information.

Elle donne ainsi la possibilité aux auditeurs ordinaires de s'exprimer en direct (téléphone, sms, WhatsApp…). La discussion interactive à la radio attire souvent des audiences plus élevées parce que les auditeurs sont enthousiastes à participer quand ils entendent surtout les autres qui donnent leur point de vue. La discussion interactive à la radio concerne surtout des émissions éducatives et les programmes de débat sur des conflits communautaires. Dans ces cas, les auditeurs sont invités à poser des questions aux invités au studio, commenter ou partager leur expérience sur le thème choisi. Ainsi, les journalistes des radios communautaires partenaires de CHIRO-Burundi (Izere FM de Rumonge, Umuco FM de Ngozi et Star FM de Gitega) exploitent cette approche, en lien avec le travail sur la cohésion sociale.

Programme TAC-TIC : de la résilience au COVID-19 !

Lancé en octobre 2018 et pour 03 ans, le programme « Transformation Alternative des Conflits - Transparence et Initiatives Communautaires (TAC-TIC) d'EIRENE n'a pas tardé à faire face au COVID-19. Mais, avec ses partenaires au Burundi et au Sud-Kivu, il a développé des mécanismes d'adaptation, notamment le suivi à distance et l'échange virtuel. Ce qui lui a permis d'accomplir d'essentiel de sa mission et d'atteindre les résultats escomptés.

Séance de travail avec des évaluateurs à la Maison de la Presse

Il aura d'abord fallu « vivre avec » la fermeture des frontières entre le Burundi et la RD Congo, avec tous les effets que cela comporte, notamment pour la mise en œuvre des activités conjointes et le suivi. Ainsi, un système de suivi à distance a été instauré entre la coordination régionale d'EIRENE installée à Bujumbura et le projet « Tujenge Pamoja » mis en œuvre par Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH) à Baraka (Territoire de Fizi). Un nouveau mécanisme de transfert électronique des pièces comptables et des rapports financiers a également été expérimenté. *« Avec la fermeture du poste frontalier de Gatumba, SVH et EIRENE ont développé une grande résilience avec un nouveau système qui a heureusement bien fonctionné »*, se réjouit Jacques Asunge, chef dudit projet « Tujenge Pamoja.

« Médias et Paix », projet plutôt transversal et mis en œuvre avec la Maison de la Presse du Burundi n'a pas été non plus épargné. Ainsi, des activités notamment de formation et de coaching in-situ sur le Journalisme Sensible aux Conflits (JSC) prévues pour des journalistes et des radios communautaires du Sud-Kivu ont été momentanément suspendues. *« Nous avons dû réorganiser notre façon de travailler. C'est pourquoi, nous avons pris l'habitude de tenir les activités rien qu'avec les journalistes burundais et de réduire sensiblement le nombre des participants aux formations et aux débats publics radio. Distanciation obligé ! Le lavage des mains avant toute activité, l'usage systématique du désinfectant hydroalcoolique ainsi que le port du masque ont été également instaurés et suivis avec rigueur »*, explique Anaclet Hakizimana, chef de projet. *« Dieu merci, l'essentiel des activités planifiées ont été réalisées et la relation avec les collègues congolais ne s'est pas pour autant estompée, grâce à la communication électronique »*, ajoute-t-il.

« Nous avons fait le gros de notre travail, malgré le contexte difficile de COVID-19. En témoignent les conclusions d'une évaluation externe de notre programme régional. Bien évidemment, les activités qui rassemblent beaucoup de gens comme le camp de travail ont été annulées », reconnaît Clothilde Nyandwi, Cheffe du projet « Amahoro » mis en œuvre avec le partenaire CHIRO-Burundi.

Rencontre d'évaluation à Katanga en RD Congo

Les TIC à l'honneur

C'est une année après le lancement du programme TAC-TIC que la pandémie du COVID-19 est survenue. Dans un premier temps, le Coordinateur d'EIRENE Grands Lacs s'est vu obligé de rétropédaler au niveau de la recherche des résultats pour se concentrer sur la protection du personnel. C'est pourquoi, il a envoyé des messages aux responsables des organisations partenaires et des responsables des projets pour leur demander de privilégier la lutte contre le fléau par tous les moyens (éviter les activités de masse, respecter les mesures barrières et en instaurer le système de télétravail, si nécessaire) et de revoir leurs ambitions.

La Coordination a même acheté des modems et autres équipements afin de faciliter le travail à domicile et élaboré un nouveau calendrier de travail. Avec l'augmentation des cas positifs et étant une personne à haut risque, le Coordinateur a dû « se délocaliser » pour aller s'installer en Allemagne. A son arrivé et avec l'aide du Siège d'EIRENE international, l'usage de l'application Zoom pour les réunions (surtout celles des Comités de Pilotage des projets) a été initié aux partenaires pour assurer le suivi des activités ainsi que la continuité du programme. Bien évidemment, cet accompagnement en ligne des projets a entraîné une augmentation des coûts de communication. *« C'est le cas des personnes travaillant dans des zones mal desservies en connexion internet. Pour participer aux réunions virtuelles, des collègues ont souvent dû se déplacer pour aller dans les centres avec des salles ou hôtels disposant d'une bonne connectivité. Quant aux bureaux des projets ont été obligés de se doter d'un bon débit d'internet »,* fait remarquer Joséphine Manirambona, Responsable Administratif et Financier de la Coordination d'EIRENE Grands-Lacs,

Mais, le personnel du programme ne s'est jamais senti découragé par la pandémie. Au début, certains ont observé le télétravail, tout en assurant une présence minimale au bureau. La coordination a également rendu disponible un véhicule pour le personnel travaillant à l'intérieur du pays (Gitega) mais rentrant chaque week-end à Bujumbura, pour le transport public et partant les risques de contaminations !

Ne pas baisser la garde

Avec la pandémie et la fermeture des frontières, les visites sur terrain du partenaire SVH en RD Congo ont été complètement annulées. Avant la crise, les réunions du Comités de Pilotage des projets se faisaient au bureau du partenaire pour permettre des échanges face à face. Ce qui était couplé avec l'observation de l'état des équipements, permettait le maximum de participants ainsi qu'une même compréhension de l'évolution des projets.

La consommation budgétaire du programme a été aussi impactée avec parfois des sous-consommations consécutives à certaines activités planifiées mais non réalisées. Et puis, quatre employés locaux et deux internationaux liés au programme sont tombés malade du COVID-19. Heureusement, ils en sont guéris. Rares sont les membres du personnel déjà vaccinés. Avec la réouverture de la frontière avec la RD Congo, les activités conjointes sont possibles. Restons vigilants car la pandémie est toujours là !

Jean-Claude Ndarama, Assistant de la Coordination d'EIRENE

Claus Schrowange, Assistant Technique d'EIRENE-MDP

Lusenda, Territoire de Fizi/RD Congo

La DLP Lusenda désormais capable de voler de ses propres ailes !

L'équipe du projet « Tujenge Pamoja » de Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH) et les membres de ses Dynamiques Locales de Paix (DLP) ont élaboré une stratégie d'exit et de durabilité des acquis du projet. Cette stratégie les a amenés à définir et à mettre en œuvre différentes approches pour rendre leur structure plus efficace après septembre 2021.

« *J'ai tant aimé comment SVH a répondu à l'une des attentes de la DLP Lusenda (structure locale de gestion des conflits communautaires) en mettant en place une stratégie d'exit et de durabilité du projet Tujenge Pamoja. Les idées des membres ont été prises en compte dans l'élaboration de cette stratégie qu'ils ont eux-mêmes validée. Pour moi, ce processus a sensiblement renforcé les connaissances techniques des membres, qui facilitent désormais des séances de médiation... »,* se félicite Ungwa Nepose, cheffe du village de Katungulu II.

Les membres de la DLP ont ainsi diversifié les approches pour renforcer leur autonomisation. Selon Wabiwa Tengeneza, modératrice de la DLP, il a même fallu pour chacun de mettre la main à la poche pour pouvoir aller de l'avant. *« En vue de renforcer l'autonomie de notre DLP, nous avons payé des cotisations mensuelles depuis 2020. Ces dernières nous ont permis d'acheter 18 chèvres distribuées en chaîne de solidarité aux membres à raison d'une chèvre pour 02 membres. Nous exploitons aussi ensemble les terres arables et mettons en place le système de location des ustensiles de cuisine »,* renchérit-t-elle.

De son côté, Faila Andjelani, Trésorière de la structure estime que cette dernière peut continuer à fonctionner, même si ses ressources sont encore faibles. *« Avec fin juillet 2021, nous avons 185 dollars USD et 180.000 Francs Congolais issus de nos propres cotisations mensuelles. Avec ça, notre DLP continuera à tourner et à répondre à sa mission première de régler pacifiquement les conflits communautaires »,* fait-elle savoir.

Des succès et des défis

Gustave Saidi Byangando, animateur de SVH qui accompagne au quotidien la DLP Lusenda, épingle quelques succès. *« SVH a tant travaillé sur le plan de renforcement d'auto-prise en charge de la DLP. Un document-programme a été notamment élaboré pour donner les grandes lignes des besoins thématiques de la DLP »,* explique-t-il. Il note cependant quelques défis, notamment liés aux multiples besoins non-couverts, surtout en lien avec les techniques de Gestion Non-Violente des Conflits (GNVC).

Lors d'une réunion de la DLP Lusenda

« Nous avons fait l'essentiel de ce qu'il fallait faire avec les membres de la DLP Lusenda. Ils ont été capacités dans certaines thématiques de la GNVC. Malheureusement, certains thèmes n'ont pas été épuisés à cause du temps court de 02 à 03 jours prévu par session de formation. Par exemple, les besoins sur le genre et conflit n'ont pas été touchés. L'essentiel est fait bien que beaucoup reste à faire sous cet angle... », regrette un membre de l'équipe du projet « Tujenge Pamoja ».

L'exit et la durabilité sont deux thématiques à intégrer au projet dès la conception de celui-ci. Au total, le projet aura tourné durant 03 ans, avec 04 DLP accompagnées par SVH, dans le cadre du programme « Transformation Alternative des Conflits - Transparence et Initiatives Communautaires (TAC-TIC). La DLP Lusenda est considérée comme un modèle du fait des initiatives personnelles de ses membres et des efforts consentis par ces derniers. Les DLP Makobola, Mboko et Kitete-Sikutumwa-Katanga-Malinde ont également fait du bon travail, mais celui de la DLP Lusenda est plus significatif.

Jacques Asunge, Chargé de projet « Tujenge Pamoja »

Evariste Mfaume, Directeur Exécutif de SVH

Le camp de réfugiés de Lusenda

La Dynamique Locale de Paix « DLP » est une structure de dialogue et de concertation inclusive chargée de prévenir et de gérer de manière non-violente des conflits intercommunautaires.

A Lusenda, avant l'arrivée des réfugiés burundais le 1er Juin 2015, la DLP était composée de 20 membres dont 10 hommes et 10 femmes. L'arrivée et l'installation des réfugiés burundais dans ce village a permis au projet Tujenge Pamoja de développer le volet « résilience communautaire » en 2017. Ce qui a eu comme effets la reconfiguration de la DLP grâce à l'intégration de 16 membres représentants des réfugiés.

Actuellement, la DLP Lusenda compte 36 membres dont 20 résidents et 16 réfugiés burundais en raison de 50% d'hommes et 50% de femmes pour chaque groupe. Elle facilite la médiation communautaire et mène des initiatives de promotion de la paix et de non-violence.

Son Comité Directeur se réunit quelques jours avant l'Assemblée Générale qui se tient une fois le mois.

CHIRO-Burundi

Un club de paix à Karusi qui prend en charge des conflits communautaires

Depuis presque deux ans, le Club de Paix de Karusi a pris en charge 46 conflits communautaires. Une des 41 structures locales de gestion des conflits implantées par CHIRO-Burundi à travers les 08 Diocèses Catholiques du pays, il aborde essentiellement les conflits liés au Violences Basées sur le Genre (VBG) et les multiples conflits fonciers.

Le Club de Paix de Karusi

« Umurwi w'imboneza za CHIRO (Leaders de CHIRO) » comme ils s'appellent, les 25 membres du Club de Paix de Karusi se lèvent comme un seul homme quand il faut aborder un conflit communautaire. Malgré les longues distances à parcourir sur une Région Pastorale établie sur 10 Paroisses ! *« Nous abordons des conflits liés aux violences domestiques, le vol dans les champs et dans les ménages, les conflits fonciers,...Sans oublier les conflits internes à notre organisation, surtout en rapport avec nos valeurs ! »*, évalue Joseph Ntakarutimana, Président du Club. Les membres de l'équipe ont été préalablement formés sur les méthodes et outils de gestion des conflits et sont bien reconnus comme médiateurs et respectés par le reste de la communauté.

« Une fois, un responsable local du mouvement s'est approprié de force tout notre argent et une chèvre qui constituaient notre seule fortune commune. Nous avons mis la machine en branle et, au bout de quelques semaines, le conflit était réglé. Le mouvement a été rétabli dans ses droits et nous avons préservé de bonnes relations entre les membres », se souvient avec fierté Alexis Nkurunziza, membre du Club et issu de la Paroisse Karusi.

A défaut de régler certains conflits, le Club de Paix les réfère aux instances judiciaires. *« Trois frères orphelins se disputaient une propriété foncière, après avoir exclu leurs sœurs. Nous les avons tous orientés vers le Tribunal de Résidence qui les a départagés. Aujourd'hui, ils vivent en harmonie »*, témoigne, de son côté Sévérin Ndikumugongo de la Paroisse Gatonde.

Se faire davantage connaître

Génésie Nzokirantevye de la Paroisse Nyabikere se réjouit particulièrement de la confiance de l'administration locale et de l'institution des Bashingantahe. *« Avant de nous lancer sur un conflit, nous nous renseignons sur son origine, son évolution et tous ses contours. C'est pourquoi, la communauté nous fait plus confiance que les Bashingantahe qui réclament d'ailleurs quelques cruches de bières avant de statuer sur un conflit. Nous réussissons souvent à gérer des conflits où les Bashingantahe ont échoué »*, explique-t-elle.

«Certains administratifs communaux ou collinaires ignorent notre travail pour la cohésion sociale. C'est pourquoi, il convient d'organiser des réunions d'échange avec les responsables administratifs et ceux de l'Eglise Catholique », propose Rosette Sibomana, membre du Club de Paix et de la Commune Nyabikere. *« Les moyens de déplacement et de communication nous font également souvent défaut alors que nous devons parcourir de longues distances, parfois sous la pluie »*, ajoute-t-elle.

Pour essayer de contourner ce défi, l'équipe se scinde parfois en sous-groupes opérant à 02 ou 03 membres par Paroisse. *« Nous avons été formés et appliquons les notions apprises pour la gestion non-violente des conflits dans la communauté. Mais, il nous faut des certificats de formation pour être reconnus »*, réclame Oda Nzeyimana de la Paroisse Gihogazi.

Des défis et des perspectives

Au niveau opérationnel, les Clubs de Paix sont suivis par des Animateurs Diocésains et dépendent administrativement du projet « Amahoro » mis en œuvre par CHIRO-Burundi, en partenariat avec EIRENE Grands Lacs. Ils sont également chargés de continuer la mise en

Discussions entre les membres du Club de Paix

œuvre des initiatives de paix, sensibiliser la communauté sur différentes thématiques, appuyer la communauté dans la gestion non-violente des conflits, accompagner et référer les cas non résolus aux structures de prise en charge habileté et partager les rapports au projet et aux partenaires communautaires.

Mais, leurs membres font souvent face au manque de suffisamment de matériel, d'appuis financiers pour leurs initiatives et surtout au faible engagement pour un travail bénévole dans un contexte de précarité. Selon Innocent Nkezumukiza, certains membres ont également besoin d'un renforcement des capacités sur la gestion des conflits et d'un échange d'expériences avec d'autres Clubs d'autres Régions Pastorales. *« Il faut aussi organiser un cadre d'échange avec l'administration locale et les responsables locaux de l'Eglise catholique pour expliquer la particularité de ces structures de gestion non-violente des conflits par rapport à celles qui existaient déjà »*, ajoute-t-il. Et pour faire face à l'immensité de la zone d'action du Club de Karusi (il couvre 05 provinces : Gitega, Ngozi, Muyinga, Ruyigi et Karusi, soit presque une superficie double des autres), ses membres ont été répartis en 05 districts de 05 membres chacun et par Paroisses rapprochées.

Clothilde Nyandwi, Chargée de projet « Amahoro »

Kailou Soumana, Assistant Technique de Paix d'EIRENE-CHIRO

Un club de paix est un regroupement de 25 membres du Mouvement d'Action Catholique CHIRO-Burundi mis en place dans chaque Région Pastorale pour renforcer la défense des valeurs de cette organisation de l'Eglise Catholique. Structure locale de gestion des conflits communautaires, il intervient dans le partage du savoir-faire afin de mener des activités au bénéfice de tous les membres et de la communauté ou pour résoudre des problèmes qu'il ne pourrait pas résoudre de façon individuelle.

Ces trois dernières années, CHIRO-Burundi a mis en place 41 Clubs de Paix à travers les 08 Diocèses Catholiques que compte le pays. Ils ont essentiellement contribué à la gestion non-violente des conflits surtout fonciers, les violences domestiques et les VBG.

« Kazoza Keza » : Une boutique alimentaire pour booster la gestion associative !

Après presque deux ans et demi, le projet FAIR (Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales) se réjouit d'avoir pu lier les actions de paix à celle de développement, en partenariat avec 04 partenaires locaux de Gitega. Education financière, esprit d'entrepreneuriat, cohésion sociale,… sont quelques acquis au niveau des communautés rurales. La boutique alimentaire de l'association « Kazoza Keza » en commune Bukirasazi en est la meilleure illustration.

La boutique de l'association « Kazoza Keza »

En deux ans, la boutique alimentaire de l'Association « Kazoza Keza » (Bel Avenir) de Bukirasazi (province Gitega) a plus que doublé son capital, initialement de quatre millions de Francs Burundais (4.000.000 BIF), sans compter les dépenses de fonctionnement, dont le salaire du vendeur. Du bénéfice généré, l'association a acheté un porc pour chacune des familles de ses 23 membres. *« Nos membres peuvent aussi prendre des vivres à crédit ou des avances en argent liquide notamment pour payer les frais et le matériel scolaires pour leurs enfants, surtout avec cette rentrée scolaire 2021-2022 »,* indique Cyriaque Sinzinkayo, président du Comité de Gestion.

Cependant, il regrette une concurrence très rude, surtout que la boutique se trouve en plein marché ainsi que la difficulté de trouver un vendeur de confiance. *« Nous en sommes au troisième. Le premier est même parti avec notre argent et l'affaire se trouve présentement au niveau du Tribunal de Résidence »,* déplore-t-il. *« Notre boutique a pu prospérer, alors que nos prédécesseurs avaient toujours échoué et nous enregistrons des clients fidèles. Parfois, un de nos clients qui a une boulangerie rafle tous les 19 sacs de farine. Ce qui crée une rupture de stock car il faut du temps pour nous réapprovisionner »,* précise Annonciate Ndayishimiye, trésorière de l'association.

Un accompagnement de proximité

En plus du gain financier, les membres de l'association ont beaucoup appris sur la gouvernance. *« Nos organes sont constitués d'une Assemblée Générale qui est l'organe suprême, un Comité Exécutif (CE) et un Comité de Gestion (CG) avec chaque fois un mandat de 02 ans renouvelable une seule fois. Et nos mandats ne glissent jamais »,* explique Alexis Hakizimana, président du CE, avec un brin d'humour. Et les organes sont très regardants sur le fonctionnement de l'association et de la boutique.

Ce micro-projet fait la fierté de l'Organisation de Développement de l'Archidiocèse de Gitega, ODAG-CARITAS, une des organisations partenaires de mise en œuvre du projet FAIR. Ainsi, l'Abbé Dieudonné Ngendanzi, Secrétaire Exécutif-adjoint de ODAG-CARITAS salue le rôle du point focal, Prosper Manirakiza, chargé de suivi des micro-projets : *« Il s'implique activement dans les groupements sous son encadrement au sein de notre organisation. Son honnêteté dans la gestion transparente des associations aide aussi à la réussite de ces groupements. Il assure aussi un accompagnement de proximité dans la gestion financière par les membres des groupements dont il encadre les associations financées par FAIR. Il est très*

proche des bénéficiaires avec lesquels il entretient une communication fluide, tout en respectant scrupuleusement l'organisation et les groupements », évalue l'Abbé Ngendazi.

C'est pourquoi, les responsables du projet FAIR comptent organiser des activités d'échange d'expériences et de transfert des compétences sur la gestion des micro-projets. Ce qui permettra à l'association « Kazoza Keza » et au point focal Prosper Manirakiza d'expliquer à ceux qui traînent encore les pieds comment ils en sont arrivés là.

La cohésion sociale renforcée

« La prise de conscience des communautés rurales des activités de subsistance, de l'esprit d'entrepreneuriat, d'une même vision pour travailler ensemble pour l'auto-développement, la cohésion sociale entre catholiques, musulmans, protestants et non-croyants autour des Activités Génératrices de Revenus (AGR) », relève Monseigneur Aimé Joseph Kimararungu, comme principaux résultats atteints par la première phase du projet FAIR. Evêque de l'Eglise Anglicane du Burundi à Gitega et en même temps Président du Comité de pilotage du projet, il note également une éducation financière aux communautés qui savent désormais établir un état des besoins et gérer les fonds en enregistrant les entrées et les sorties. *« Les débuts sont toujours difficiles : les procédures sont souvent longues pour que le financement quitte Pain Pour Le Monde (PPLM) et atteigne les associations via EIRENE Grands Lacs et les Organisations Partenaires pendant que les points focaux ne sont pas suffisamment motivés car non rémunérés. En plus, certains micro-projets ont échoué suite à l'évolution du contexte comme celui de fabrication du savon qui a dû faire face à la subvention du savon par le Gouvernement afin de faire face à la pandémie de COVID-19 »,* nuance-t-il, tout en rappelant que l'objectif ultime est plus d'améliorer les conditions de vie des ménages que de générer des bénéfices pour les associations.

Un porc comme profit pour chaque membre de l'association

Le succès de « Kazoza Keza » est essentiellement dû au temps mis pour mûrir son projet et la sensibilisation des parties prenantes, l'échange d'expériences sur la gestion des fonds et la gestion associative ainsi que le nombre consistant de membres instruits qui savent établir une bonne répartition des tâches, prendre des décisions appropriées et veiller à la transparence. Mais, hormis les quelques ateliers avec les autres associations, il manque suffisamment de cadres d'échanges d'expériences avec l'Association « Dufatanemunda » de Nyamugari qui a un projet similaire et qui enregistre aussi du profit pour ses 40 membres.

Live Irakoze, Chargée du suivi et accompagnement au projet FAIR

Abraham Shemezimana, Chargé de projet FAIR

Le projet FAIR a été lancé avec l'année 2019 dans le cadre d'une collaboration entre les organisations allemandes Pain Pour Le Monde (PPLM) et EIRENE Grands Lacs pour joindre les actions de paix à celle de développement. C'est pour la réduction du potentiel de conflits dans les communautés rurales et la promotion de la paix sociale. Il est mis en œuvre avec 04 partenaires locaux en province de Gitega : l'Eglise Anglicane du Burundi (EAB,Diocèse de Gitega), l'ODAG-CARITAS, CHIRO-Burundi et l'Alliance des Imams du Corridor Nord pour le Développement Humanitaire (AICNDH) de la Communauté Islamique du Burundi (COMIBU).

Son objectif est surtout de renforcer le leadership des femmes et des hommes et créer des chaînes de solidarité et l'entrepreneuriat des jeunes afin de faire face à la précarité ambiante et au chômage.

Administrativement, le projet dépend de la Coordination d'EIRENE Grands Lacs. Au total, 20 micro-projets ont été mis en œuvre par les associations rurales, à raison de 05 par partenaire et chacun financé à hauteur de quatre millions de Francs Burundais (4.000.000 BIF), dont 10% ont été remboursés. Le projet a connu une prolongation jusqu'à juillet 2021 avant le démarrage d'une nouvelle phase de 03 ans.

Un Groupe Thématique Genre pour mieux lutter contre les VBG

CHIRO-Burundi s'est doté depuis le 11 septembre 2021 d'un Groupe Thématique Genre. L'unité pilote a été mise en place au Diocèse Catholique de Bururi, avant d'être étendue aux 07 autres Diocèses. Composé de 12 membres, il a entre autres missions de prévenir, documenter et contribuer à éradiquer les Violences Basées sur le Genre (VBG).

Des participants au lancement du Groupe Thématique Genre

Viol, harcèlement sexuel, mariages précoces, abandons scolaires suite aux grossesses non désirées, discrimination des femmes et filles,.... : les cas de VBG sont légion au Diocèse de Bururi, comme partout ailleurs au Burundi. Le comble de l'affaire est que certains aspects culturels semblent parfois les justifier. *« Inkokokazi ntibika isake ihari (la poule ne chante pas quand le coq est là !) »,* disent parfois certains hommes, juste pour se disculper. Selon le Directeur de Cabinet du Gouverneur de la Province Bururi, le Groupe Thématique Genre vient à point nommé. *« Nous avons moins de 15% de femmes dans les instances de prise de décision : un administrateur communal sur 06, 58 conseillers communaux sur 170, 03 cheffes de zones sur 26 et 10 cheffes collinaires sur 129 »,* déplore Juvent Ndayikeza.

Le mal n'épargne pas CHIRO-Burundi, même si certains de ses membres semblent dire que tout va pour le mieux, en interne. Ainsi, la parité Homme-Femme à tous les niveaux de prise de décision n'existe parfois que sur papier. En plus, l'organisation enregistre entre autres des cas de viol entre ses membres, des mariages forcés ainsi qu'une faible implication et participation des femmes dans l'accompagnement des comités diocésains.

Le Groupe Thématique Genre comprend 12 membres : 02 pour chacune des 04 Régions Pastorales que compte le Diocèse de Bururi, 03 membres du Comité Diocésain ainsi que l'Aumônier Diocésain du Mouvement. Quant à sa mission, elle consiste surtout à documenter les cas de VBG et produire des rapports, référer les victimes selon les cas, tenir des réunions mensuelles, sensibiliser la

communauté sur les VBG, la promotion des droits des femmes, le VIH/Sida et les Infections Sexuellement Transmissibles (IST), former les groupes marginalisés sur les formes de violences et de discrimination à l'égard des femmes et appuyer les activités génératrices de revenus.

Initiative louable

« Initiative louable », selon le Coordinateur du Centre de Développement Familial Communautaire (CDFC) à Bururi. *« Le Groupe Thématique Genre vient appuyer l'action du Gouvernement. Conscient de l'ampleur des VBG et de leur incidence sur la vie du pays, ce dernier a mis en place un ministère sectoriel ainsi que des points focaux genre dans tous les autres ministères »,* explique Laurent Nduwayezu. Pour lui, la lutte contre les VBG doit être ressentie dans tous les secteurs et aspects de la vie du pays. *« Avec le Collectif des associations et ONGs Féminines du Burundi (CAFOB), nous assurons un accompagnement psychologique, un référencement des victimes, une assistance juridique et judiciaire ainsi qu'une réintégration sociale. La nouvelle structure amène du sang nouveau dans la lutte commune. Mais, elle doit se doter de suffisamment de force et de moyens, aligner des gens probes et intègres pour jouer efficacement son rôle »,* ajoute-t-il.

De son côté, Caritas Niyonizigiye, Dirigeante Diocésaine de CHIRO à Bururi estime que le Groupe Thématique sera bientôt opérationnel, surtout qu'il vient compléter le travail du Club de Paix (les Clubs de Paix sont des structures locales de gestion des conflits mis en place par CHIRO-Burundi dans les 08 Diocèses Catholiques). *« L'essentiel des membres du Groupe Thématique Genre appartiennent déjà au Club de Paix qui travaille sur les conflits. La tâche leur sera donc facile car ils sont déjà rodés »,* se réjouit-elle. *« Que le Groupe passe rapidement aux actions concrètes et serve de modèles aux autres Diocèses. La foi sans les actes est une foi morte ! »,* insiste Michel Nyandwi, Dirigeant National de CHIRO-Burundi.

Se faire davantage connaître !

Avant de mettre la main à la pâte, la nouvelle équipe se mettra en relation avec les autres acteurs engagés sur la même thématique. Cela permettra de se coordonner et éviter les doublons et chevauchements dans les interventions notamment avec celles des structures locales comme les femmes leaders et assistants sociaux du CDFC. *« Nous allons organiser des réunions d'information et de prise de contact avec les autorités administratives locales, la Police Nationale, la Justice et les autres intervenants sur les questions de genre »,* s'engage Laurent Nduwayezu. *« Mais, les membres du groupe doivent préalablement être formés notamment sur les techniques d'animation, le prescrit du Code des Personnes et de la Famille, les techniques d'écoute et d'orientation des victimes ainsi que le système de référencement »,* souhaite-t-il.

Selon Epitace Nininahazwe, Substitut du Procureur Général près la Cour d'Appel de Bururi, la formation est impérative, notamment pour savoir comment prévenir ou intervenir en cas de conflits ou violences domestiques. *« Mais, sachez qu'en cas de viol, l'arrangement à l'amiable est réprimé par le Code Pénal »,* insiste le juriste.

Les participants à l'atelier de lancement de la nouvelle structure recommandent également la mise à contribution des radios communautaires partenaires pour la médiatisation de leurs activités et un partenariat avec l'Association burundaise des Femmes Journalistes (AFJO).

Clothilde Nyandwi, Chargée de projet « Amahoro »

Anaclet Hakizimana, Chargé de projet « Médias et Paix »

Défilé pour les droits de la femme à Bururi

Lors de la célébration de la Journée Internationale de la Paix 2021

EIRENE Grands Lacs

Le service chrétien international pour la paix EIRENE s'engage depuis 2007 pour la promotion d'une culture de paix et de non-violence dans la région des Grands Lacs. Les partenaires d'EIRENE Grands Lacs sont les organisations burundaises CHIRO-Burundi et la Maison de la Presse du Burundi ainsi que l'ONG congolaise « Solidarité des Volontaires pour l'Humanité » (SVH).

Le programme « Transformation Alternative des Conflits – Transparence et Initiative Communautaire (TAC-TIC) » a démarré en 2018 et s'est terminé avec septembre 2021.

Le volet du programme « cohésion sociale et transformation locale non-violente des conflits » encourage les initiatives locales à s'engager activement dans leurs communautés pour une culture de paix et de non-violence. Le volet « médias et paix » organise des formations des journalistes congolais et burundais en journalisme sensible aux conflits et facilite la réflexion et l'échange sur la paix et les droits humains à travers des débats publics et émissions interactives radio.

Le quatrième volet prévoit la gestion transnationale des connaissances, l'échange régional et la création des effets de synergie.

A part du programme TAC-TIC, le projet « Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR) » lie les actions de paix à celles de développement.

Nos films documentaires sur YouTube :

Les Batwa, les oubliés chez eux
Misisi – Quand l'or fait des misérables
EIRENE : Service Civil pour la Paix dans la région des Grands Lacs
L'or et la misère – La lutte d'OGP pour la justice
Construisons ensemble – Solidarité de Volontaires pour l'Humanité
CHIRO-Burundi – Ensemble pour la paix et le développement